Échos des médias

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **23 (1986)**

Heft 807

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

Investissement rentable

Lors d'une récente table ronde tenue à Zurich, des représentants des industries pétrolière, gazière et électrique ont vanté leurs agents énergétiques respectifs du point de vue économique, écologique et de la sécurité de l'approvisionnement.
A la clé un enjeu qui se chiffre en milliards de francs pour les distributeurs: les gaziers et les électriciens espèrent continuer d'accroître leur part du marché et les pétroliers cherchent à stabiliser la leur après la chute consécutive à la crise d'approvisionnement de 1973 et à la flambée des prix du pétrole.
A cette table ronde organisée par une association pour les économies d'énergie (!), personne pour mettre en valeur ce qui reste précisément la principale ressource énergétique, les économies. Un paradoxe qui illustre parfaitement l'état d'esprit de l'heure, conforté par l'impressionnante évolution à la baisse du prix du pétrole.

Le choc pétrolier des années septante avait créé une situation psychologique optimale pour l'acceptation de mesures favorables aux économies. Mais, de conception globale en tergiversations — les autorités ont toujours pensé plus en termes de substitution que d'économie — la motivation est tombée et si, pour quelques années, la consommation énergétique globale a baissé, c'est plus à cause de la conjoncture économique défavorable que par souci d'économie.
Or, à terme, la minimisation de la consommation est une exigence à laquelle on ne pourra se soustraire, pour des raisons qui relèvent aussi bien des coûts (la baisse du mazout et de l'essence ne peut être que temporaire, le prix de l'électricité va augmenter de manière importante), de la protection de l'environnement que de l'épuisement des ressources. Plus on tarde à agir et plus la reconversion sera douloureuse, parce que brutale.
Les économies d'énergie dépendent certes du comportement des individus, mais aussi de systèmes énergétiques plus rationnels. Développer et introduire ces nouveaux systèmes coûte de l'argent. Et, avec la baisse du prix du pétrole et les tarifs de dumping pratiqués par les électriciens (DP 793 «La volonté de pouvoir») les gains financiers qu'on peut attendre d'une réduction de la consommation deviennent moins intéressants: l'amortissement des dépenses engagées court sur une période plus longue. D'où l'urgente nécessité de réagir à cette baisse par une taxe — par exemple une taxe variable qui maintiendrait le prix du carburant et du combustible au niveau de la fin 1985 — affectée exclusivement à des mesures d'économie d'énergie. D'un point de vue économique, il ne s'agit pas d'une ponction fiscale supplémentaire de la part de l'Etat mais d'une dépense d'investissement qui coûte maintenant pour rapporter demain.

ECHOS DES MÉDIAS

Azione diretta, périodique anarchiste tessinois, paraît toujours mais à intervalles irréguliers. Il vient de diffuser son numéro 89, janvier-février 1986.

* * *

Dans le demi-canton d'Obwald était né il y a peu un mensuel indépendant, *Thema*. Faute de lecteurs (il en aurait fallu 1000) et de collaborateurs (ils craignaient de s'exposer), le magazine a déjà cessé de paraître à la fin de l'année dernière.

* * *

Une majorité socialiste et une communauté linguistique assez importante ne sont pas des garanties suffisantes pour assurer la parution d'un journal socialiste: le quotidien viennois *Arbeiter Zeitung* a dû se transformer pour tenter de conserver des lecteurs et si possible en conquérir de nouveaux. Le journal paraît maintenant sous le titre *Neue AZ*.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Supermarché équitable

Dans le dernier numéro de «Partenaires», la revue d'Helvetas, association suisse de coopération au développement (adresse utile: case 522, 1001 Lausanne), un dossier à l'appui de la pétition en faveur d'un commerce équitable avec le tiers monde lancée par les principales organisations d'aide au développement.

Depuis plusieurs années des groupes de militants, des paroisses, des mouvements caritatifs et surtout «Magasins du Monde» distribuent des produits du tiers monde dont une part importante du prix de vente revient aux producteurs. Ces actions sont importantes parce qu'elles ont permis d'illustrer concrètement ce que pourraient être nos rapports économiques avec le tiers monde: des rapports qui, tout en satisfaisant nos besoins de consommateurs, favorisent le développement et l'autonomie des producteurs.

Néanmoins ces actions restent une goutte d'eau dans l'océan des échanges commerciaux et touchent surtout les convaincus. Il faudrait trouver les produits du tiers monde (socialement et écologiquement garantis) dans le commerce, à l'épicerie du quartier comme dans les grandes surfaces. On s'étonne par exemple que Coop Suisse n'offre pas de tels produits sur ses rayons, alors que par ailleurs elle a fait appel à ses sociétaires pour financer une campagne sanitaire au Burkina Fasso. La meilleure aide aux pays pauvres et à leurs populations, n'est-ce pas d'abord d'établir des rapports commerciaux équitables avec eux? Les campagnes ponctuelles suscitent beaucoup d'émotion dans le public et servent plus de publicité à ceux qui les entreprennent qu'elles ne représentent de solution à long terme pour les destinataires.